

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 20/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2023

Contexte et constats

Publié sur 

EURO INFORMATION SERVICES (EIS)

3 rue Hohmatten
68310 Wittelsheim

Références : 03012849_2023_10_05_EIS_VIIDEEE
Code AIOT : 0003012849

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement EURO INFORMATION SERVICES (EIS) implanté ZAC Hohmatten 68310 Wittelsheim. L'inspection a été annoncée le 28/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURO INFORMATION SERVICES (EIS)
- ZAC Hohmatten 68310 Wittelsheim
- Code AIOT : 0003012849
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EIS est une société de prestations informatiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traitement des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Décret du 06/06/2018, article annexe	Sans objet
2	Existence d'un contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Sans objet
3	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43	Sans objet
5	Dispositions relatives à la composition et à l'élimination des DEEE	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle n'a pas mis en évidence de non-conformité sur les points contrôlés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

Référence réglementaire : Décret du 06/06/2018, annexe
Thème(s) : Actions nationales 2023, Classification de l'installation contrôlée sous la rubrique 2790
Prescription contrôlée : 2790. Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795 : régime de l'autorisation (sans seuil)
Constats : Les déchets dangereux issus de l'activité (appareils non réemployés) sont collectés et remis à Cernay Environnement. Il n'y a pas de traitement mais uniquement du transit de DEEE, l'installation ne dispose pas encore de broyeur de DEEE.
Observation : Si le projet rattaché à cette rubrique n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de l'AP d'autorisation du 20/12/2021, l'arrêté d'autorisation pour cette rubrique cessera de produire son effet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Existence d'un contrat avec un éco-organisme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
Prescription contrôlée : Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat. III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.(...) V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.(...)
Constats : Les DEEE issus de l'activité de l'exploitant sont évacués dans des centres de tri, transit et regroupement ou de traitement de déchets. L'exploitant n'est pas concerné par ces dispositions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – Utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant utilise trackdéchets malgré des difficultés de connexion qui sont en cours de résolution.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – registre chronologique
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
Constats : L'exploitant a envoyé préalablement à la visite une copie du registre chronologique des déchets sortants dans lequel la codification des déchets était partiellement erronée car dépourvue d'un astérisque accolé au numéro du déchet classé comme déchet dangereux.
Observation : L'absence de l'astérisque ne remet pas en cause la compréhension du registre. Il appartient toutefois à l'exploitant de communiquer un registre actualisé à l'Inspection dans un délai d'1 mois et de veiller à l'avenir au bon renseignement de son registre.
Proposition de suites : Sans suite
Type de suites proposées : Sans objet

N° 5 : Dispositions relatives à la composition et à l'élimination des DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE
Prescription contrôlée : Les aires d'entreposages de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement et les installations de tri et traitement de ces mêmes déchets répondent aux exigences fixées au I de l'annexe du présent arrêté. I.-Exigences techniques au sens de l'article 1er du présent arrêté 1. Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :

<ul style="list-style-type: none"> -pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs. -couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none"> -la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ; -l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ; -l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).
<p>Constats : Les aires d'entreposage sont couvertes et imperméables. De plus, elles sont clairement identifiées et distinctes en fonction du type de déchet.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Constats hors points de contrôle

L'exploitant a indiqué que les rubriques mentionnées dans l'arrêté d'autorisation ne sont pas toutes en relation avec les activités pratiquées. Le cas échéant, il appartient à l'exploitant de communiquer un porter à connaissance avec les éléments d'appréciation permettant d'actualiser la situation administrative des installations.